

Questions orales

notre frontière. Le gouvernement conservateur s'est engagé dans cette voie.

A cause des contradictions qui se sont manifestées au congrès libéral, en fin de semaine dernière, à propos de nos échanges commerciaux avec les États-Unis, les députés d'en face ne peuvent plus condamner les initiatives constantes et cohérentes du gouvernement actuel.

Les habitants du nord de l'Ontario veulent des mesures concrètes. Ils n'ont que faire des belles paroles du parti libéral. Une pénalité de 15 p. 100 imposée sur les importations américaines de résineux canadiens paralyserait notre industrie forestière. Les Ontariens du nord de la province et le gouvernement fédéral s'en rendent parfaitement compte. Nous continuerons donc d'agir pour le plus grand bien de cette industrie et du pays tout entier.

* * *

● (1415)

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA RÉOLUTION DU PARTI LIBÉRAL CONTRE LES ESSAIS DES MISSILES DE CROISIÈRE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, certaines idées qui viennent à point nommé s'imposent avec une force extraordinaire. En fin de semaine, les membres du parti libéral de Saint-Jean de Terre-Neuve à Victoria en Colombie-Britannique ont adopté d'importantes résolutions demandant au Canada de mettre fin aux essais des missiles de croisière et de déclarer le Canada zone dénucléarisée. Ce faisant, notre parti a envoyé un message clair non seulement à nos concitoyens canadiens mais au monde entier. La paix et le désarmement nucléaire sont trop importants pour être confiés exclusivement aux superpuissances et la survie de la planète est plus importante que les engagements du Canada envers l'OTAN.

Comme de plus en plus de gens s'en rendent compte, c'est une pure folie que de contribuer à la course aux armements nucléaires. En tant que puissance moyenne, le Canada a un important rôle à jouer. Nous avons l'occasion unique de faire preuve d'initiative et d'indépendance dans la lutte pour la paix. Nous ne sommes pas obligés d'emboîter le pas aux États-Unis dans la marche vers l'Apocalypse et nous n'agirions pas de façon responsable si nous le faisons.

Le parti libéral s'est prononcé en fin de semaine, et son message est éloquent. Nous devons la paix aux enfants du Canada.

* * *

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

LE PAIEMENT FINAL AUX AGRICULTEURS POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, le ministre d'État (Commission canadienne du blé) (M. Mayer) a annoncé jeudi dernier le paiement final de

279 millions de dollars, en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, pour la campagne agricole de 1985-1986.

Près de 80 p. 100 des céréaliers des Prairies participent volontairement à ce programme qu'ils financent conjointement avec le gouvernement fédéral; ce programme leur vient en aide lorsque les revenus nets qu'ils tirent des céréales et des oléagineux baissent sous la moyenne des cinq années précédentes.

On a versé ce printemps un paiement provisoire de 580 millions de dollars. Si on y ajoute le paiement final, cela signifie que les agriculteurs recevront en tout 859 millions de dollars, un record.

C'est une autre des nombreuses initiatives du gouvernement fédéral en faveur de l'agriculture canadienne. C'est une autre preuve que le gouvernement actuel ne ménagera aucun effort pour protéger les intérêts des agriculteurs canadiens contre les pratiques déloyales des autres pays en matière de fixation des prix et de subventions.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

LA MESURE MODIFICATIVE—L'INCIDENCE SUR LE PRIX DES MÉDICAMENTS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président . . .

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je peux seulement répondre par des remerciements, mais en fait, je ne recommande pas ce genre d'expérience.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Ma question s'adresse au premier ministre. L'Association des consommateurs du Canada, les groupes de personnes âgées de tout le pays, les gouvernements provinciaux et le professeur Eastman lui-même craignent tous qu'à cause de la loi à l'étude, le prix des médicaments augmente au Canada. Le premier ministre doit certainement se rendre compte que des centaines de milliers de Canadiens ont déjà assez de mal à payer les médicaments aux prix actuels sans que son gouvernement n'adopte une loi qui va les faire encore augmenter. Va-t-il remédier à cette situation?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, au nom de tous mes collègues du gouvernement et, je crois, de tous les députés, je voudrais adresser au chef de l'opposition nos sincères félicitations pour sa victoire du week-end.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Quant à la question qu'il a soulevée, cette loi vise à répondre à ces inquiétudes et à réunir des fonds pour financer la recherche et le développement. A notre avis, le gouvernement a adopté là une approche à la fois équilibrée et bien pensée.